

MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) Primeo Energie à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Primeo Energie.
Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Veuillez compléter les champs marqués *

INFORMATIONS CONCERNANT LE DEBITEUR

Votre Nom*

Philippe VACHET

Raison sociale : EARL VACHET

Votre adresse

GRAND QUARTIER, CHE
DU MAS DE L OLIVE
13160
CHATEAURENARD

Adresse de votre banque

CA Alpes Provence 25 chemin des 3 cypres 13097
Aix en proven

IBAN

FR76 111310 610101 210120 116112 67105 0116

Numéro d'identification international du compte bancaire - IBAN (International Bank Account Number)

BIC

ALAIPT33

Code international d'identification de votre banque - BIC (Bank Identifier code)

INFORMATIONS CONCERNANT LE CREANCIER

Nom du créancier

PRIMEO ENERGIE FRANCE

Identifiant Créancier SEPA : FR 02 ZZZ 80A2FC

8 place Boulnois,

IBAN : FR 76 1005 7190 4800 0998 2160 378

75017 PARIS

Banque du créancier

CIC TOULOUSE GRANDES ENTREPRISES

CMCIFRPP

Fait à * Châteaurenard Pour EARL VACHET

Le *22/09/2021

E.A.R.L. VACHET

Chemin du Mas de l'Olive - Grand Quartier

13160 CHATEAURENARD

Tél. 04 90 94 47 49 - 04 90 94 50 57

04 90 94 54 20

Siret 353 021 892 00024

(Signature)

Note : Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'oppositions, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.